

Communiqué de presse

Paris, le 05 juin 2026

Au quatre-vingt-dix-neuvième jour du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le Service de la diplomatie publique de l'Ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les éléments suivants :

Aperçu général des événements des derniers jours

Au cours des derniers jours, la politique de la République islamique d'Iran s'est principalement concentrée sur la consolidation des acquis de la guerre, la prévention de toute reprise des hostilités ainsi que la poursuite simultanée des voies diplomatiques et de la dissuasion. Les hauts responsables iraniens ont souligné que l'ennemi cherche, dans le cadre d'une guerre hybride, à affaiblir la résilience du peuple et à perturber les calculs des responsables du pays. Toutefois, l'unité nationale et la préparation des forces armées ont empêché la réalisation de ces objectifs. Sur le plan de la politique étrangère, le ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran a réaffirmé la pleine disponibilité de l'Iran à répondre à toute violation du cessez-le-feu. Il a indiqué que, bien que le processus officiel de négociation avec les États-Unis soit actuellement suspendu, les échanges de messages se poursuivent. Il a également souligné que la fin de la guerre doit être effective sur tous les fronts, en particulier au Liban, et que l'Iran considère l'évolution de la situation au Liban comme étroitement liée à sa propre sécurité. Dans ce cadre, le soutien au Hezbollah et aux mouvements de résistance de la région se poursuivra, tout en réaffirmant le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures du Liban.

Concernant le détroit d'Ormuz, les responsables iraniens ont rappelé que l'Iran et Oman, en tant qu'États riverains, disposent du droit naturel et légal de gérer cette voie maritime stratégique et travaillent actuellement à l'élaboration de nouveaux mécanismes en ce sens. Téhéran a également affirmé que son objectif principal demeure la garantie de la libre circulation et de la sécurité des navires civils. Par ailleurs, la question de la perception de redevances en contrepartie des services de navigation, de secours et de sécurité maritime est examinée dans le respect du droit international.

Au niveau régional, l'Iran continue de plaider en faveur de la mise en place d'une architecture de sécurité régionale autonome dans le Golfe Persique. Selon Téhéran, la guerre récente a démontré que la présence de bases militaires américaines n'a pas contribué à la sécurité de la région, mais est devenue au contraire un facteur d'insécurité pour les États de la région, y compris les pays qui les accueillent. L'Iran maintient des contacts réguliers avec l'Arabie saoudite, le Qatar, Oman et les autres pays voisins afin de favoriser l'émergence de nouveaux mécanismes régionaux de sécurité.

Sur le plan international, les pressions politiques exercées sur l'administration Trump se sont accentuées. La Chambre des représentants des États-Unis a adopté une résolution sur les pouvoirs de guerre obligeant le président américain à obtenir l'approbation du Congrès avant toute action militaire contre l'Iran. Parallèlement, plusieurs sondages indiquent qu'une majorité de citoyens américains souhaite une fin rapide de la guerre. Ces évolutions témoignent de la poursuite et de l'intensification des oppositions internes à l'agression illégale et illégitime menée

par les États-Unis contre l’Iran ainsi qu’aux coûts politiques et économiques qu’elle impose au peuple américain.

Dans le domaine de l’énergie, la poursuite des tensions au Moyen-Orient et les incertitudes concernant l’avenir du détroit d’Ormuz continuent d’influencer les marchés mondiaux. Les prix du pétrole demeurent à des niveaux élevés et les inquiétudes relatives à d’éventuelles perturbations de l’approvisionnement en pétrole et en gaz provenant du Golfe Persique persistent. Plusieurs analystes avertissent qu’en cas de maintien des restrictions ou de perturbations dans le trafic des pétroliers, le prix du pétrole pourrait de nouveau dépasser le seuil de 100 dollars le baril, voire atteindre des niveaux nettement plus élevés dans les scénarios les plus pessimistes.

Dans l’ensemble, la situation politique et sécuritaire de la région demeure complexe. D’une part, les efforts diplomatiques de plusieurs pays de la région et d’autres acteurs internationaux se poursuivent afin de consolider le cessez-le-feu et de faire avancer les accords en cours. D’autre part, des questions telles que l’avenir du détroit d’Ormuz, la situation au Liban, la présence militaire américaine dans la région et le dossier des réparations liées à la guerre continuent de figurer parmi les principaux sujets de tension et de négociation entre les parties concernées.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères

- L’Iran et Oman, en tant que deux États riverains du détroit d’Ormuz, ont le droit naturel de se consulter et de prendre conjointement des décisions concernant l’administration du détroit et la gestion du trafic maritime.
- Toute mesure relative à l’administration du détroit d’Ormuz sera pleinement conforme au droit international et à ses principes. Nous consulterons également les autres pays du Golfe Persique. Toutefois, la décision finale relèvera de l’Iran et d’Oman. Notre objectif est de garantir un passage sûr pour tous les navires.
- Nous échangerons nos points de vue et nos idées avec les pays du Golfe concernant la gestion du détroit, mais la décision finale appartiendra à l’Iran et à Oman. S’il n’y avait pas de bases américaines dans les pays voisins, ceux-ci ne seraient exposés à aucune attaque.
- Nos actions visent les bases américaines et non le territoire des pays de la région. Nous avons clairement averti les États de la région que les bases américaines présentes sur leur territoire seraient considérées comme faisant partie de l’agression menée contre nous et que nous serions contraints de les prendre pour cible.
- Au cours de la guerre récente, nous avons recueilli de nombreuses preuves montrant que les États-Unis et le régime sioniste ont utilisé l’espace aérien et le territoire des Émirats arabes unis contre l’Iran. Des documents et éléments de preuve indiquent également que les Émirats ont, à certaines occasions, participé à des opérations militaires dirigées contre notre pays.



Seyed Abbas Araghchi

Nos forces armées mènent actuellement des opérations défensives dans le cadre du droit légitime à l’autodéfense contre les lieux à partir desquels les États-Unis sont autorisés à attaquer la navigation civile et à violer le cessez-le-feu.



Tout acte hostile recevra une réponse immédiate et décisive. Ce que les sanctions et la guerre n'ont pas réussi à obtenir ne sera pas davantage obtenu par une intensification de la guerre.

Seyed Abbas Araghchi

- Nous considérons le Liban comme un pays ami et frère et nous n'avons jamais cherché à nous immiscer dans ses affaires intérieures.
- Le Hezbollah constitue une composante essentielle de la structure politique et sociale du Liban. Nous avons toujours soutenu le Hezbollah et ses idéaux, sans jamais chercher à intervenir dans les affaires libanaises.
- La guerre récente a opposé l'Iran, les États-Unis et le régime sioniste. Le Liban en est naturellement une composante indissociable, comme il l'a été tout au long du conflit. Nous ne dissocions donc pas le destin de la guerre entre l'Iran, les États-Unis et Israël de celui du Liban. J'ai transmis ce message aux responsables américains et je me suis entretenu avec plusieurs partenaires régionaux.
- Au cours de cette guerre de quarante jours, les États-Unis ont pris pleinement conscience de la véritable puissance de l'Iran. Avant le conflit, une perception erronée de faiblesse de l'Iran s'était installée en Occident, ce qui a contribué au déclenchement de la guerre. Ils ont mobilisé toutes leurs capacités dans l'espoir d'imposer à l'Iran une capitulation en quelques jours, mais cet objectif a échoué. Comme l'avait déclaré le président américain dès le premier jour, leur exigence était une « capitulation sans condition ».
- Ils pensaient que le peuple iranien descendrait dans la rue contre le système. Au contraire, la population s'est mobilisée pour soutenir le pays et rejeter l'agression étrangère. Toutes leurs estimations se sont révélées erronées.
- Nous n'avons jamais recherché la guerre et nous ne l'avons pas initiée. Nous avons été attaqués alors même que nous étions engagés dans un processus de négociation. Nous ne voulons pas de guerre dans la région ; nous voulons la paix, mais une paix digne. Toute agression recevra une réponse ferme et puissante. Après la guerre de douze jours, ils pensaient qu'en renforçant les sanctions et en prolongeant le conflit ils pourraient vaincre l'Iran. Cette guerre leur a démontré que cela était impossible.
- Le monde doit accepter que le Hezbollah fait partie intégrante de la réalité libanaise, sur les plans politique, social et culturel. Personne ne peut l'ignorer ou l'effacer. Malgré l'assassinat du grand dirigeant du Hezbollah, le martyr Seyyed Hassan Nasrallah, ses idéaux et son action non seulement ont perduré, mais se sont renforcés.
- Les questions intérieures du Liban doivent être résolues par le dialogue entre toutes les composantes du pays. Nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures libanaises. Toutefois, puisque cette guerre a été imposée au Liban par Israël, nous estimons que sa fin ne peut être acceptée que lorsqu'elle sera effective sur tous les fronts, y compris au Liban.
- Nous n'oublierons jamais et ne pardonnerons jamais les actions des États-Unis et du régime sioniste ayant conduit à l'assassinat de nos dirigeants et des dirigeants de la résistance. Nous poursuivrons cette question, car il s'agit d'un crime de guerre qui devra rendre des comptes.
- Notre objectif concerne exclusivement les bases, installations et forces américaines présentes dans certains pays de la région et utilisées contre nous. Tous ces faits ont été documentés avec précision et présentés au Conseil de sécurité des Nations unies.
- Nous vivons ensemble dans cette région depuis des décennies et nous continuerons à y vivre. Les puissances étrangères peuvent venir et repartir, mais les peuples de la région resteront voisins. Nous devons donc parvenir à un mécanisme garantissant la sécurité, la stabilité et le développement économique de tous les pays de la région. Le développement économique



est indissociable de la sécurité. Nous espérons qu'après cette guerre, nous entrerons dans une phase nouvelle et constructive fondée sur la paix et le développement partagé.

- Le détroit d'Ormuz se situe dans les eaux territoriales de l'Iran et d'Oman. Il ne s'agit pas d'une voie maritime internationale au sens classique du terme. Une partie du détroit relève des eaux territoriales iraniennes et l'autre des eaux territoriales omanaises. C'est pourquoi l'Iran et Oman ont le droit naturel de se consulter et de prendre conjointement des décisions concernant sa gestion.
- L'Iran et l'Arabie saoudite sont deux grandes nations de la région et du monde musulman. Nous sommes déterminés à poursuivre le développement de nos relations et à maintenir le dialogue avec nos partenaires saoudiens. Compte tenu de la bonne volonté existante, je suis convaincu que nous pouvons progresser dans cette voie.
- L'Ayatollah Seyed Mojtaba Khamenei est aujourd'hui le Guide de la République islamique d'Iran et joue un rôle déterminant dans la conduite des affaires du pays. Il exerce pleinement ses responsabilités. Pour des raisons de sécurité, les autorités compétentes recommandent de limiter son exposition publique. Les États-Unis doivent comprendre les réalités de l'Iran et accepter qu'ils ont affaire à une République islamique forte, influente non seulement dans la région mais également au-delà. Nous vivons dans un monde réel et devons considérer les réalités telles qu'elles sont.

Esmail Baghaei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères

L'échec de l'Allemagne à obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, pour la première fois depuis plusieurs décennies, constitue un signe clair de la désapprobation de la communauté internationale à l'égard de l'approche irresponsable et hypocrite adoptée par les dirigeants de ce pays face au génocide des Palestiniens ainsi qu'à l'agression militaire du régime sioniste contre l'Iran.

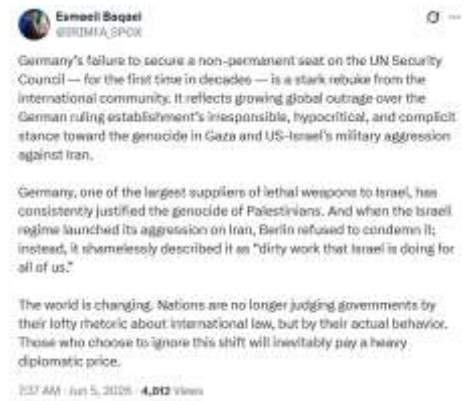
Il convient de rappeler que l'Allemagne est l'un des plus importants fournisseurs d'armes au régime sioniste. Elle a justifié le génocide du peuple palestinien et, lors de l'agression militaire du régime sioniste contre l'Iran, au lieu de respecter les normes du droit international et de condamner cette agression, elle l'a qualifiée de «travail sale qu'Israël accomplit pour nous tous».

L'Allemagne est également restée silencieuse face au crime de guerre que constitue le massacre de 170 élèves de la ville de Minab par des missiles américains.

Le monde est en pleine mutation et les peuples jugent désormais les prétentions des États à défendre le droit international à l'aune de leurs actes concrets. Ignorer cette évolution aura inévitablement un coût diplomatique.

Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales (entretien accordé à l'agence Mehr)

- Le détroit d'Ormuz se situe intégralement dans les eaux territoriales de l'Iran et d'Oman. Conformément au droit international et au droit de la mer, les États côtiers disposent du droit souverain d'exercer leur juridiction sur leurs eaux territoriales, lesquelles font partie intégrante de leur territoire national.



- La Cour internationale de Justice a également confirmé, dans une décision rendue il y a plusieurs années, que les États côtiers ont le droit d'exercer leur souveraineté sur leurs eaux territoriales. Cette souveraineté peut être exercée lorsqu'il existe un risque que des navires compromettent l'ordre ou la sécurité des États riverains.
- La notion de « passage sûr » comporte plusieurs dimensions : d'une part, permettre aux navires commerciaux de traverser le détroit de manière fluide ; d'autre part, assurer la responsabilité des États côtiers, notamment l'Iran et Oman, dans la garantie de la sécurité de la navigation ; enfin, veiller à ce que les navires eux-mêmes ne mettent pas en péril la sécurité ou la sûreté de la région lors de leur passage.
- La perception de redevances en contrepartie de services maritimes n'est pas contraire au droit international de la mer. La Convention de 1982 prévoit que les États côtiers peuvent facturer certains services spécifiques, tels que les services de navigation, de secours et de sauvetage, les services de sécurité maritime ou encore les interventions destinées à lutter contre les pollutions environnementales. Ces mesures sont donc pleinement compatibles avec le droit international.
- Pendant plus de quarante ans, la République islamique d'Iran n'a jamais entravé la circulation des navires dans le détroit, y compris celle des bâtiments militaires. Certains de ces navires nous menaçaient pourtant tout en empruntant cette voie maritime. Il est donc naturel que certaines parties réagissent négativement lorsque nous envisageons aujourd'hui d'introduire de nouvelles réglementations, certaines restrictions ou des redevances liées aux services fournis.
- Les dommages causés par la guerre constituent pour nous une question essentielle. L'agression menée contre la République islamique d'Iran était illégale et, à ce titre, les États-Unis ainsi que le régime sioniste en portent la responsabilité au regard du droit international.
- Toutes les sanctions unilatérales, qu'elles soient primaires, secondaires ou extraterritoriales, doivent être levées. Il s'agit d'un principe fondamental. La normalisation de la situation au sein du Conseil des gouverneurs de l'AIEA ainsi qu'au Conseil de sécurité des Nations unies constitue également une exigence importante.
- Plus de cent notes diplomatiques ont été adressées aux États concernés ainsi qu'au Conseil de sécurité des Nations unies. Tous les vols, itinéraires et détails relatifs aux déplacements des avions de combat ayant participé aux agressions ont été minutieusement documentés, y compris les horaires, les routes empruntées ainsi que les points d'entrée et de sortie.
- Plus de deux cents communications officielles ont également été adressées aux organisations internationales concernant les dommages subis, les violations du droit international, les atteintes aux droits de l'homme et les violations de la Charte des Nations unies commises dans le cadre des agressions menées par le régime sioniste et les États-Unis.

Relations publiques du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI)

La présence du peuple dans les rues constitue un soutien essentiel au front militaire, un appui à la diplomatie et une condition nécessaire à l'obtention d'une victoire complète et définitive.

Le peuple iranien ne se laissera jamais tromper par les manipulations sémantiques ni par les faux récits de succès élaborés par l'ennemi.

L'adversaire est désormais contraint d'accepter les nouvelles règles imposées sur le terrain par la nation iranienne et ses forces armées, notamment dans le domaine de la gestion et du contrôle intelligent du détroit d'Ormuz.



La résistance se poursuivra avec détermination jusqu'à l'élimination complète des complots hégémoniques, au départ des forces étrangères de l'Asie occidentale et à la libération d'Al-Qods à travers la disparition du régime sioniste.

2. La crise dans le détroit d'Ormuz et dans la région

Le général Esmail Qaani, commandant de la Force Al-Qods

Le soutien à la résistance au Liban est le devoir de chacun d'entre nous, et l'élimination de l'influence du régime sioniste de la région constitue un objectif réalisable pour les musulmans.

L'exigence minimale de la résistance est le retrait du régime occupant aux positions qu'il occupait avant le déclenchement de la guerre de quarante jours.

Les combattants libanais verront bientôt les résultats de leur résistance courageuse et de leur persévérance sur le terrain.



3. Actions contribuant à l'escalade des tensions

Bahreïn

Dans le cadre de la poursuite de la vague d'arrestations et de répression visant la communauté chiite bahreïnienne, les forces du régime Al Khalifa ont arrêté hier vingt religieux, récitants, lecteurs du Coran et autres militants chiites, sous l'accusation de collaboration avec l'Iran.

Parmi les personnes arrêtées figurent notamment cinq dignitaires religieux chiites : Seyed Yassine Moussaoui, Cheikh Ali Al-Mustarshid, Cheikh Jaafar Achour, Cheikh Nadhir Malek et Cheikh Mahmoud Taheri. Les forces de sécurité ont fait irruption à leur domicile avant de les emmener de force.

Avec ces nouvelles arrestations, le nombre total de religieux interpellés depuis le début de l'agression américano-sioniste contre l'Iran s'élève désormais à 58.



Donald Trump, président des États-Unis

Journaliste : Cette tactique qui consiste à annoncer une chose puis à la modifier ensuite... (j'entends que certaines personnes aux États-Unis disent également qu'elles se sentent anxieuses et déstabilisées en entendant ces déclarations) ...

Donald Trump : C'est une bonne chose ! C'est très bien. Si eux sont désorientés, alors les Iraniens le sont aussi.



4. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, la désinformation et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Sara Jacobs, sénatrice démocrate américaine, s'adressant à Marco Rubio :

« Vous répétez constamment que nous sommes en train de gagner, sous prétexte que l'économie iranienne souffre de l'inflation et qu'elle perd des millions de dollars de revenus chaque jour. Eh bien, nous aussi, nous avons de l'inflation. Cette inflation a déjà coûté près de 100 milliards de dollars à notre pays. Les prix de l'essence ont augmenté. Vous affirmez que la guerre est terminée. Pourtant, ce n'est pas ce que dit la communauté du renseignement américain. »



Mark Pocan, membre de la Chambre des représentants des États-Unis

« Grande nouvelle ! La résolution sur les pouvoirs de guerre visant à mettre fin à la guerre en Iran a été adoptée par la Chambre des représentants !

Le peuple américain est fatigué de voir les présidents abuser de leurs prérogatives et dépenser des milliards de dollars issus de nos impôts pour financer des guerres inutiles.

J'appelle le Sénat à adopter au plus vite cette résolution afin de mettre fin à la guerre illégale menée par Donald Trump contre l'Iran. »



Brendan Boyle, membre de la Chambre des représentants des États-Unis

Scott Bessent, secrétaire au Trésor :

« Les Américains ont été durement touchés durant l'administration Biden. »

Brendan Boyle :

« J'aimerais recevoir un dollar chaque fois que vous ou un membre du Parti républicain prononcez le nom de Biden. Si c'était le cas, je serais peut-être aussi riche que vous. »

Il a également souligné que :

« 71 % des Américains désapprouvent la manière dont le président Trump gère l'inflation. »



5. Couverture médiatique et analyses des centres de recherche concernant les développements en cours

The Guardian

À la suite du vote de la Chambre des représentants des États-Unis, Donald Trump a réagi en qualifiant les démocrates de « non patriotes » (*unpatriotic*). Il a également décrit les quatre élus républicains ayant soutenu la résolution comme des « opportunistes » et des responsables politiques en quête de publicité personnelle (*grandstanders*).

La Chambre des représentants a infligé mercredi un revers politique significatif à Donald Trump. Dans une décision largement perçue comme un sérieux désaveu du président, les



élus ont adopté une résolution l'obligeant à obtenir l'autorisation du Congrès pour poursuivre la guerre contre l'Iran ou à retirer les forces américaines engagées dans le conflit. La résolution relative aux pouvoirs de guerre a été adoptée par 215 voix contre 208.

Reuters

Au début de la guerre contre l'Iran, Starlink était déjà devenu un élément essentiel des opérations militaires américaines.

Le réseau soutenait plusieurs systèmes lors des phases de test et de déploiement initiales, notamment les drones d'attaque de type LUCAS.

Au moment du lancement des opérations de bombardement américaines, des terminaux Starshield étaient utilisés dans plus d'une douzaine de systèmes de drones.

Selon Reuters, des terminaux Starlink avaient également été introduits clandestinement en Iran.

Le drone LUCAS est intégré aux systèmes de communication satellitaire Viasat ainsi qu'aux réseaux Starlink/Starshield, lui permettant de transmettre des données et de maintenir des liaisons de communication sur de longues distances.



The Hill

Selon les résultats d'un récent sondage, près de sept Américains sur dix souhaitent que la guerre contre l'Iran prenne fin « le plus rapidement possible ». Cette enquête reflète une lassitude croissante de l'opinion publique américaine à l'égard du conflit et une volonté majoritaire de voir l'administration privilégier une issue rapide à la guerre.



6. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise

Au cours des deux derniers jours, les marchés mondiaux de l'énergie sont restés fortement influencés par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les incertitudes concernant la circulation des pétroliers dans le détroit d'Ormuz. Bien que les fluctuations soient moins marquées qu'au plus fort de la crise des derniers mois, les prix du pétrole demeurent à des niveaux élevés et les investisseurs restent extrêmement sensibles à toute évolution politique ou militaire dans la région.

Le Brent a évolué récemment dans une fourchette comprise entre 95 et 99 dollars le baril, tandis que le pétrole brut américain (WTI) s'est négocié entre 93 et 96 dollars. Le marché est actuellement tiraillé entre deux dynamiques contradictoires : d'une part, les inquiétudes liées à une éventuelle perturbation de l'approvisionnement en provenance du Golfe Persique ; d'autre part, les espoirs d'une avancée diplomatique susceptible de réduire les tensions régionales. Cette situation entretient une forte volatilité quotidienne.

Le principal sujet de préoccupation demeure le détroit d'Ormuz, passage stratégique par lequel transite près de 20 % du commerce maritime mondial de pétrole. Toute perturbation dans cette voie maritime affecterait directement les exportations des pays arabes du Golfe ainsi que le commerce mondial du gaz naturel liquéfié (GNL).

Les acteurs du marché estiment que même des restrictions limitées au trafic maritime pourraient provoquer une hausse rapide des prix du pétrole et des coûts du transport énergétique.

Les inquiétudes s'étendent également au marché du gaz. Le Qatar, l'un des plus grands exportateurs mondiaux de GNL, dépend étroitement de la sécurité des routes maritimes du Golfe.

Les compagnies énergétiques et les importateurs asiatiques, notamment en Chine, au Japon, en Corée du Sud et en Inde, suivent avec une grande attention l'évolution de la situation, une part importante de leurs importations énergétiques transitant par le détroit d'Ormuz.

Malgré ces tensions, plusieurs facteurs ont jusqu'à présent limité une envolée plus importante des prix : des niveaux de stocks encore relativement satisfaisants dans les grandes économies, la libération partielle de réserves stratégiques par certains pays, le ralentissement relatif de la demande chinoise ainsi que l'utilisation accrue par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis de voies d'exportation alternatives. Toutefois, les grands négociants du secteur énergétique avertissent que ces éléments demeurent temporaires et qu'une prolongation de la crise pourrait déboucher sur une véritable pénurie d'approvisionnement.

Financial Times

Selon le Financial Times, les réserves pétrolières américaines sont désormais tombées à leur niveau le plus bas depuis 2004, en raison de la poursuite de la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran et des perturbations affectant les flux énergétiques du Moyen-Orient. Cette baisse des stocks suscite de fortes inquiétudes parmi les acteurs du marché et renforce les anticipations d'une nouvelle hausse des prix dans les semaines à venir. Mercredi, le pétrole américain a progressé de 6,2 %, atteignant 96,17 dollars le baril.



Bob McNally, ancien conseiller de la Maison-Blanche et président du Rapidan Energy Group, a averti que si les perturbations du trafic pétrolier se poursuivaient et que le détroit d'Ormuz demeurerait fermé ou fortement restreint, le prix du pétrole pourrait atteindre jusqu'à 200 dollars le baril durant l'été. Depuis le début du conflit, l'administration américaine a déjà puisé dans ses réserves stratégiques afin de contenir la hausse des prix de l'énergie. Dans le même temps, l'OPEP a indiqué ne constater aucun signe de ralentissement de la demande mondiale et a maintenu inchangées ses prévisions de croissance de la consommation pétrolière pour 2026, alimentant les craintes d'un nouveau choc inflationniste à l'échelle mondiale.

7. Efforts diplomatiques

Rencontre entre les ministres de l'Intérieur de l'Iran et du Pakistan

Eskandar Momeni, ministre iranien de l'Intérieur, a déclaré :

« Nous devons œuvrer pour porter le volume des échanges commerciaux entre nos deux pays de 3 milliards de dollars à 10 milliards de dollars. »

De son côté, Mohsin Naqvi, ministre pakistanais de l'Intérieur, a affirmé :

« Je suis pleinement disposé à assurer le suivi des dossiers d'intérêt commun. J'espère également que les négociations visant à réduire les tensions entre l'Iran et les États-Unis, avec la médiation de mon pays, aboutiront à des résultats positifs. »

Le Pakistan a salué le développement des relations bilatérales dans tous les domaines, en particulier sur le plan économique, et a exprimé son soutien à l'objectif fixé de porter les échanges commerciaux à 10 milliards de dollars.



Entretien téléphonique entre le ministre iranien des Affaires étrangères et un membre du Conseil dirigeant du Hamas

Seyed Abbas Araghchi a renouvelé ses condoléances à l'occasion du martyre du fils de Khalil al-Hayya ainsi que de plusieurs commandants de la résistance à Gaza. Il a également salué la résistance héroïque du peuple palestinien et des mouvements de résistance face aux agressions du régime sioniste.



Khalil al-Hayya a, pour sa part, présenté de nouveau ses condoléances à la suite du décès du Guide suprême ainsi que du martyre de plusieurs responsables et commandants iraniens lors de la récente agression américano-sioniste.

Il a également félicité la République islamique d'Iran pour ce qu'il a qualifié de « grande victoire » obtenue lors de la guerre du Ramadan, ayant permis de repousser l'agression et de faire échouer les objectifs des agresseurs.

Il a présenté un rapport sur la situation dans les territoires palestiniens occupés, en particulier dans la bande de Gaza, à la lumière de la poursuite des attaques israéliennes et des obstacles mis par Israël à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu.

Il a réaffirmé la position constante des groupes de résistance et du peuple palestinien consistant à poursuivre leur lutte jusqu'à la réalisation des objectifs nationaux palestiniens, notamment la cessation de l'agression et la fin de l'occupation.

Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et de la République d'Azerbaïdjan

Seyed Abbas Araghchi et Jeyhun Bayramov se sont entretenus par téléphone au sujet des dernières initiatives et efforts diplomatiques visant à réduire les tensions en Asie occidentale.

Les deux ministres ont également procédé à un échange de vues sur plusieurs questions liées aux relations bilatérales entre l'Iran et la République d'Azerbaïdjan.



8. Participation massive et continue de la population

Réception de masse organisée par les volontaires à l'occasion de la fête de Ghadir

Téhéran





Yasouj



Tabriz



Qeysar, chanteur résidant à Los Angeles



**Service de la diplomatie publique
Ambassade de la République islamique d'Iran en France**